

Informations de base	
2014/2551(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la situation en Thaïlande Subject 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général Zone géographique Thaïlande	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
06/02/2014	Décision du Parlement	T7-0107/2014	Résumé
06/02/2014	Résultat du vote au parlement		
06/02/2014	Débat en plénière		
06/02/2014	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2014/2551(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B7-0122/2014	04/02/2014	
Proposition de résolution		B7-0123/2014	04/02/2014	
Proposition de résolution		B7-0124/2014	04/02/2014	
Proposition de résolution		B7-0125/2014	04/02/2014	
Proposition de résolution		B7-0126/2014	04/02/2014	
Proposition de résolution		B7-0127/2014	04/02/2014	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T7-0107/2014	06/02/2014	Résumé

Résolution sur la situation en Thaïlande

2014/2551(RSP) - 06/02/2014 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation en Thaïlande.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ALDE, Verts/ALE et ECR.

Le Parlement a exprimé son inquiétude devant la situation qui a vu les divergences politiques et socioéconomiques dégénérer en violents affrontements entre le gouvernement et l'opposition, et entre les manifestants et les forces de sécurité en Thaïlande. Il a invité tous les protagonistes à **respecter l'état de droit** tout en soulignant que les élections devraient être libres et régulières.

Les députés ont condamné les actes déléatoires des manifestants antigouvernementaux qui ont empêché les électeurs de voter le 26 janvier 2014 et le 2 février 2014. Ils ont souligné que la proposition du Comité populaire de réforme démocratique de mettre en place un «conseil populaire» non élu en lieu et place du gouvernement pour diriger le pays pour une durée pouvant aller jusqu'à deux ans était contraire à la démocratie. Dans le même temps, ils ont appelé les autorités à **lever immédiatement l'état d'urgence** décrété par la première ministre le 21 janvier 2014, les lois en vigueur étant suffisantes pour remédier à la situation actuelle.

Notant que pendant la période d'agitation qui a duré plusieurs mois, plusieurs personnes avaient été tuées et des centaines avaient été blessées, le Parlement a exhorté la communauté internationale à ne ménager aucun effort pour **mettre fin aux violences**. La vice-présidente de la Commission /haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a été invitée **suivre de près l'évolution de la situation politique** et à coordonner son action avec l'ANASE et les Nations unies, en vue de favoriser le dialogue et de renforcer la démocratie dans le pays.

Les députés ont relevé le caractère excellent des relations entre l'Union européenne et la Thaïlande et le rôle joué par ce pays dans la région, où il est une source de prospérité et de stabilité. Ils ont souligné que des négociations entre l'Union européenne et la Thaïlande sur un accord de partenariat et de coopération ont été conclues et invité les deux parties à réaffirmer leur attachement profond aux principes démocratiques et aux droits de l'homme.

Le Parlement a demandé aux partisans du gouvernement et aux manifestants antigouvernementaux de **s'abstenir de toute violence politique et d'aller de l'avant dans les limites du système démocratique et constitutionnel thaïlandais**. Il a par ailleurs invité le gouvernement, la commission électorale et l'opposition à nouer un dialogue constructif et à engager un processus assorti d'un calendrier, de réformes politiques, qui pourrait être approuvé par un référendum national et suivi d'élections ouvertes à tous, sûres, libres et régulières.

Enfin, il a demandé à l'armée de conserver sa neutralité et à jouer un rôle positif afin de permettre le règlement pacifique de la crise actuelle.